

Stratégies Ministérielles de Réforme

225 mesures pour moderniser l'Etat



Paris, le 14 septembre 2004
(extraits)

7. Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR)

La SMR 2004 du MENESR comporte 15 actions prioritaires (1/3)

Nature	Référence	Intitulé	Description
Missions et structures	En-1 Réforme des examens	Simplifier les examens professionnels	- Réduction du nombre de sujets (1700 sujets pour le seul bac pro, 10 000 sujets pour les CAP / BEPC) et d'épreuves (5 ou 6 au lieu de 7 pour le CAP) - Extension du contrôle en cours de formation à la place des épreuves ponctuelles, principalement pour le CAP
		Simplifier les examens du bac général et technologique	- Réduction du nombre de sujets (sujets communs, alignement des calendriers d'examen) : réduction de 60 sujets de langues vivantes en 2005, 70 en 2006, sur 2000 en tout - Réduction du nombre d'épreuves facultatives
		Maîtriser l'organisation et les coûts	- Mise en place d'un système de pilotage du coût complet des examens - Exploitation d'effets d'échelle : - meilleure répartition des compétences entre les inspections d'académie et les rectorats - automatisation des procédures - externalisation de la surveillance (prospective)
	En-2 Réforme du recrutement des personnels	Simplifier les procédures de recrutement du 1er et 2nd degré	- Réduction du nombre d'épreuves pour le 1er degré ainsi que les concours internes et externes du 2nd degré - Simplification de l'organisation des concours de recrutement
		Simplifier les procédures de recrutement des IATOSS	- Réduction du nombre d'épreuves (réduction de 30% déjà réalisée entre 2003 et 2004) - Augmentation du nombre des nominations de candidats à partir des listes complémentaires - Mutualisation des procédures de recrutement au niveau interministériel ou inter-académique - Modernisation des recrutements (limites d'âge, simplification des conditions de nomination et de fonctionnement des jury, etc.).
		Maîtriser l'organisation et les coûts	- Généralisation de l'inscription en ligne (canal unique) - Vérification des conditions de recevabilité pour les seuls candidats admissibles (45 000 dossiers à traiter au lieu de 200 000) - Améliorer l'efficacité de gestion (simplification de l'organisation, meilleure fiabilité, diminution des contentieux)

La SMR 2004 du MENESR comporte 15 actions prioritaires (2/3)

Nature	Référence	Intitulé	Description
Moderniser le management public et développer une culture de résultats	En-3	Améliorer l'utilisation des TZR (titulaires sur zones de remplacement)	- Optimisation du maillage des zones de remplacement (permettant ainsi une meilleure utilisation du potentiel de remplacement des TZR, représentant environ 11 000 ETP) - Objectifs cibles du taux d'utilisation des TZR (nb journées de suppléances réellement assurées par le potentiel TZR / nombre de journée apportées par le potentiel de TZR): 42% en 2002, 50% en 2004, 54% en juin 2005, 60% en juin 2006
	En-4	Améliorer l'emploi des « surnombres disciplinaires »	- Meilleur emploi des surnombres (excédent de potentiel de suppléance supérieur à 6% de l'effectif global des enseignants d'une discipline donnée) dans la même discipline mais dans un autre type d'établissement ou dans une autre discipline, ou par la mise en place d'opérations de conversion - Meilleure adéquation des recrutements aux besoins
	En-5	Réorganiser la carte des options, en particulier les langues, dans les lycées (réduction du % d'heures d'enseignement assurées devant des groupes de moins de 10 élèves)	- Réduction du nombre de classes à faible effectif par les recteurs en: - mutualisant l'offre entre établissements géographiquement proches - favorisant les complémentarités entre établissements - adaptant l'implantation des cours de la 2^{ième} langue vivante - regroupant les élèves de filières différentes pour augmenter la taille des groupes - Par exemple, 10% des heures d'enseignement sont assurées dans des groupes de taille inférieure ou égale à 10 élèves (jusqu'à 37% pour la LV3)
	En-6	Renforcer les liens entre les rectorats et les inspections académiques	- Mutualisation et, à terme, fusion en un seul niveau des services déconcentrés du rectorat et de l'inspection académique (services académiques) - Actions en cours 'projets de services' visant à : - mieux organiser la gestion des examens - centraliser au niveau académique la gestion des établissements privés - intégrer et mutualiser les fonctions supports (ex: la logistique) - rationaliser l'informatique de gestion

La SMR 2004 du MENESR comporte 15 actions prioritaires (3/3)

Nature	Référence	Intitulé	Description
Moderniser le management public et développer une culture de résultats	En-7	Optimiser les achats	- Réduction des dépenses d'achats informatiques, puis bureautiques par : – une consultation nationale (ex : bureautique) – une mise en compétition (enchères inversées)
Améliorer les services rendus aux usagers	En-8	Développer l'administration électronique	- Mise en place de procédures (8) via internet pour des étudiants, parents d'élèves, professeurs et agents - Exemple 1 : automatisation complète de l'inscription aux examens / concours - Exemple 2 : mise en place d'espaces numériques de travail dans les académies et les établissements - Exemple 3 : consultation en ligne du dossier administratif des enseignants (i-Prof)
Moderniser le management public et développer une culture de résultats	En-9	Mieux gérer les ressources humaines (personnels administratifs et techniques)	- Réforme de l'évaluation et de la notation : entretiens d'évaluation, note tous les 2 ans - Modernisation de la gestion des attachés d'administration scolaire et universitaires (AASU) par l'amélioration des conditions de recrutement, de formation et d'affectation - Mise en place d'une approche par métier et compétences, alignement du nombre de corps - Mise en place d'un SIRH (Virtualia), pour l'encadrement - Mise à plat des références métiers, de la formation, du recrutement
	En-10	Simplifier les modalités de pilotage des universités	- Responsabilisation des universités: - création d'UFR par délibération statutaire - élever au niveau du conseil d'administration de l'université les décisions du comité technique paritaire (CTP)
	En-11	Simplifier la gestion des établissements publics de recherche (EPST)	- Application du plan comptable général à la gestion des EPST et suppression du contrôle financier a priori et évolution vers un contrôle budgétaire - Application progressive à l'IRD (2005), INRA, CEMAGREF, INRETS, LCPC, INED (2006), CNRS, INSERM, INRIA (2007)

11. Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'État (MFPRE)

La SMR 2004 du MFPRE comporte 8 actions prioritaires

Nature	Réf	Intitulé	Description
Revoir les missions et les structures	Fp 1	• Transférer aux caisses d'allocation familiales (CAF) le service des prestations familiales pour les agents de l'Etat	• Transférer des services gestionnaires et payeurs de l'Etat vers les CAF le service des prestations familiales dues aux agents de l'Etat pour recentrer celui-ci sur ses missions "cœur"
	Fp 2	• Piloter la réforme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA)	• Assurer le transfert complet de l'ENA dans les locaux de Strasbourg et la recentrer sur sa vocation première d'école d'application et y développer une expertise sur la réforme de l'Etat
Moderniser le management public et développer une culture de résultats	Fp 3	• Construire une nouvelle architecture statutaire	• Mettre en œuvre les actions visant à faire évoluer les places respectives du grade et de l'emploi pour renforcer ce dernier et assurer une plus grande mobilité des personnels
	Fp 4	Piloter la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEEC) dans les administrations de l'Etat	• Promouvoir la GPEEC et s'assurer auprès des différents ministères de la mise en œuvre des actions visant à adapter les compétences des agents aux besoins dans un contexte de forts départs à la retraite
	Fp 5	• Expertiser et piloter les changements liés à la LOLF	• Clarifier les conséquences de la LOLF sur la gestion des ressources humaines, mettre en place un outil de régulation de gestion des emplois
	Re 1	• Optimiser les achats publics	• Coordonner les démarches de refonte des processus d'achats dans les administrations – Mettre en œuvre la plate-forme informatique permettant la dématérialisation des actes d'achats.
	Re 2	• Améliorer la gestion du parc de véhicules de l'administration	• Rationaliser l'utilisation des véhicules des administrations
	Re 3	• Coordonner l'ensemble des démarches de modernisation et de réforme	• Inscrire chaque administration dans une démarche méthodique et permanente de modernisation • S'assurer la réalisation effective de chacune des stratégies ministérielles de réforme

13. Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (MJSVA)

La SMR 2004 du MJSVA comporte 11 actions prioritaires (1/2)

Nature	Référence	Intitulé	Description
Missions et structures	Sp-1	Réorganiser l'administration centrale	Intégration de la structure et alignement de l'organigramme sur les priorités gouvernementales. Adaptation à la LOLF
	Sp-2	Réformer l'administration territoriale	Projet de concentration du pilotage et de la gestion au niveau régional via les direction régionale de la jeunesse et des sports (DRJS)
	Sp-3	Renforcer les missions nationales des CREPS	- Création de pôles ressource nationaux - Revue des modalités d'aides financières - Amélioration de la prévention et de la lutte contre l'incivilité et la violence
Modes de gestion des établissements	Sp-4	Moderniser les modes de gestion et de financement des établissements	- Externalisation des prestations logistiques au sein des CREPS, - Fusion des CREPS à implantations multiples (Idf, PACA) - Revue des tarifs
	Sp-5	Moderniser l'INSEP (Institut National du Sport et de l'Éducation Sportive)	Rénovation et modernisation de L'INSEP
Renforcer la démarche qualité	Sp-6	Mieux accueillir les usagers	- Mise en place de la charte Marianne - Relogement de certains locaux et amélioration des conditions d'accueil du public
	Sp-7	Développer les démarches Qualité dans la formation des sportifs de haut niveau	- Mise en place de l'ISO 9001 - Mise en place d'une labellisation nationale des structures sportives
	Sp-8	Améliorer la qualité du processus de réglementation et de codification	- Définition d'une procédure d'élaboration et de suivi des textes - Responsabilisation des directions et délégations sur la production de normes - Elaboration d'une codification

La SMR 2004 du MJSVA comporte 11 actions prioritaires (2/2)

Nature	Référence	Intitulé	Description
Mise en oeuvre de la LOLF	Sp 9	• Mettre en oeuvre de la LOLF	• Mise en place d'un processus général (budget opérationnel de programme, etc.) • Expérimentation de mise en place d'un contrôle de gestion • Formation des services et agents (70% des personnels sensibilisés)
Gestion des Ressources Humaines	Sp 10	• Mieux gérer les ressources humaines	• Elaboration d'une gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEEC), revue de la structure des corps • Adaptation du système d'appréciation au mérite et de gestion de carrières • Gestion des conseillers techniques sportifs
Administration électronique	Sp 11	• Développer les systèmes d'information	• Refonte du système d'information pour les ressources humaines (SIRH) • Mise en place de procédures internet (inscriptions aux concours, subventions aux associations, recensement des équipements sportifs, etc.)